

Sophie Wilmès

«La volonté divine ne financera pas les politiques climatiques»

INTERVIEW
MATHIEU COLLEYN

On est jeudi, c'est le Saint-Valentin. Juste avant midi, il y a de l'animation sur le parvis de la gare centrale de Bruxelles. Il se passe quelque chose. Les scooters de la police zigzaguent sur le piétonnier, précédant les clameurs d'une bonne dizaine de milliers jeunes qui défilent une nouvelle fois pour le climat. La voilà cette contestation au timbre adolescent qui n'en finit plus de bousculer le monde politique. On pourra en discuter avec notre rendez-vous du jour programmé un peu plus loin. Aux baffes de ce restaurant du Mont des Arts, Chet Baker chante l'amour (Saint-Valentin oblige) entre deux solos de trompette. Le calme contraste avec l'agitation de la rue. Sophie Wilmès arrive sourire aux lèvres. Après le déjeuner, elle ira à la Chambre présenter les comptes 2017 de l'État fédéral. «Le déficit est de 0,9%», dit la ministre MR du Budget avec satisfaction.

Pourtant, on ne peut pas dire que les nouvelles budgétaires soient excellentes. Le matin même dans les colonnes de L'Echo, le Bureau du plan estimait que le déficit de l'État Belge pourrait replonger à 2,6 points de PIB à l'horizon 2024. On entend déjà l'opposition dénoncer, encore et encore, «l'ardoise» laissée par le gouvernement Michel au prochain exécutif et surtout, aux générations suivantes. Cela avait déjà été le cas pour les prévisions de 2019. Et ça énerve toujours autant Sophie Wilmès. «Cette histoire d'ardoise, c'est un artifice de communication qui ne correspond pas à la réalité, contre attaque-t-elle. Le Bureau fédéral du plan a estimé que le déficit de l'année 2019 allait se creuser par rapport aux résultats 2018. Comme d'habitude, il travaille à politique inchangée. Or on a vu que pour 2016 et 2017, le déficit réalisé est moins important que le déficit annoncé. Il y avait alors un gouvernement de plein exercice capable à chaque fois de ramener le budget dans les clous si déviation il y avait par rapport à la trajectoire déterminée. Nous sommes un gouvernement démissionnaire en affaires courantes, nous ne sommes donc plus en capacité de faire cela. L'analyse n'est pas catastrophiste et personne ne peut dire ce que sera le déficit à la fin 2019 mais il y a une réalité objective: le gouvernement n'a plus la main pour récupérer une éventuelle déviation de la trajectoire.»

Elle n'a pas terminé. «Ce gouvernement a été en fonction jusqu'en décembre 2018. On est à 0,8% de déficit versus 3,1 précédemment. Les analystes estiment que cette diminution est due à plusieurs facteurs indépendants du gou-

vernement comme, par exemple, la conjoncture alors que la réduction du déficit s'exprime en termes nominal mais également en termes structurel qui expurgent justement les effets de cette conjoncture. Ce déficit est divisé par trois. On entend aussi que c'est grâce aux taux d'intérêts, et c'est vrai, la diminution des taux a joué favorablement dans l'équation. Mais cela veut dire aussi que l'Agence de la dette a travaillé positivement. La charge de la dette a baissé de 2,8 milliards entre 2014 et 2018 quand le coût des pensions augmentait de 6,5 milliards. On ne peut pas dire que la division du déficit par trois serait l'effet du Saint-Esprit ou de la conjoncture. Il y a eu un effort. Celui du gouvernement Michel.»

On opine mais en disant que cet effort pourrait être annihilé dans les prochaines années, d'après le Bureau du plan. «Cette tendance à la dégradation n'est pas une nouvelle, on l'a toujours dit. Il y a les effets de la conjoncture mais il y a aussi et surtout des dépenses importantes qui continuent de grever le budget de l'État malgré les réformes. Il faut donc rapidement un gouvernement de plein exercice, je plaide pour que les négociations se fassent de manière efficace et constructive pour continuer à naviguer dans la bonne direction.» Madame Wilmès nous projette déjà dans l'après scrutin et les négociations de formation du prochain gouvernement. «Cette situation plaide pour continuer à travailler dans le chemin que nous avons tracé! C'est-à-dire avec un monitoring précis de l'efficacité des dépenses de l'État et une politique qui soutient le pouvoir d'achat et la création d'emplois.»

Effets retour

Parmi les causes de cette dégradation du déficit en 2019, le financement incertain du tax shift est souvent identifié. Alors, dites-nous, ce tax shift est-il vraiment financé à moyen terme? «Je l'ai dit mille fois, le tax shift fait partie de l'entière du budget. Au début du tax shift, il y a eu des projections sur la diminution des charges sociales et l'augmentation du pouvoir d'achat, avec des masses budgétaires annoncées au départ. Au fur et à mesure du temps, des décisions sont prises pour réaliser ce tax shift, on ne peut pas venir expliquer aujourd'hui que le déficit budgétaire ne serait dû qu'au tax shift.» Ce n'est pas exactement ce qui est dit, réplique-t-on, il s'agit plutôt d'un facteur d'accroissement du déficit. Parmi d'autres. «Le gouvernement a fait le

choix de rendre du pouvoir d'achat au citoyen. On ne peut pas nous dire que les gens ne voient rien en termes de hausse du pouvoir d'achat et prétendre en même temps que ça coûte énormément d'argent à la collectivité. C'est pourtant la dialectique qu'on entend au Parlement.

Effectivement, si on diminue l'IPP, c'est autant d'argent en moins pour le budget mais c'est compensé largement, en partie en tout cas, par la création d'emploi.»

Voilà qui est dit. Sophie Wilmès est plutôt bien partie pour occuper la deuxième place pour la liste bruxelloise du MR pour la Chambre. Alors on demande ce que propose le parti bleu en matière socio-économique. «Le MR a gardé son ADN en entrant au gouvernement, il fera de même en sortant. Notre volonté est de continuer dans le sens des réformes déjà engagées. Créer de l'emploi. C'est une exigence de relance de l'économie et on doit continuer à travailler parallèlement à l'assainissement budgétaire.» Avec des mesures spectaculaires? «Alors ça, c'est vous qui le dites! Moi je parle de vision. On va rester

dans la même logique, c'est tout ce que je dis. Y compris sur le pouvoir d'achat des ménages. On l'a fait il n'y a pas de raison qu'on ne continue pas. Nous proposons d'exonérer les 500 premiers euros sur le précompte immobilier. Cela facilite l'accès à la propriété et augmente le pouvoir d'achat. Il y a aussi la quotité exemptée d'impôt qu'on a déjà augmenté sous cette législature et que l'on souhaite faire monter à 12.500 euros et ainsi donner la possibilité aux individus de choisir leur mode de consommation.» Est-ce qu'on ne raserait pas un peu gratis ici?, se dit-on sans trop le montrer. On demande: en 2014, le MR voulait aller jusque 13.000 euros... est-ce réaliste? «Ce que je sais, c'est qu'en 2014, on parlait d'une réforme de la compétitivité à 5 milliards, on avait eu beaucoup de critiques et on l'a fait à hauteur de 9,5 milliards.»

Les syndicats dans le viseur

La compétitivité, d'accord. Le pouvoir d'achat, aussi. Mais les syndicats sont dans la rue pour demander des hausses de salaire, objecte-t-on. «Je m'interroge sur la temporalité de cette grève à l'aube des élections. La grève c'est l'échec d'une négociation. Autour de la table, on se renvoie la balle (vendredi, les partenaires sociaux se retrouvaient autour d'une nouvelle marge d'augmentation des salaires, NDLR). Ce n'est pas mon rôle de distribuer les bons et les mauvais points mais ceux qui déclenchent une grève générale avec à l'esprit l'idée d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs sont les mêmes qui traitent avec mépris une réalité objective. À savoir le résultat du tax shift, jusqu'à 150 euros pour les plus bas salaires, alors que cette augmentation-là est 10 fois plus importante que ce qu'ils réclament. Quand vous travaillez sur la marge salariale, vous travaillez sur les salaires bruts ce qui impacte la compétitivité des entreprises. Nous préférons travailler sur le salaire net car c'est autant d'argent qui rentre directement dans la

poche du travailleur, sans miner la compétitivité.»

Coq à l'âne. Madame Wilmès, soutient-elle Didier Reynders comme tête de liste à Bruxelles? «Mon souhait, c'est les meilleures personnes aux meilleurs endroits», évacue-t-elle. On n'obtiendra rien de plus, embrayons sur l'environnement. Quel est le projet du MR? La ministre soutient-elle les thèses du Centre d'étude Jean Gol qui veut la privatisation accrue de l'environnement? «C'est un sujet d'actualité et que des expressions diverses sortent out of the box quant à la façon de gérer ces défis est une bonne chose. Il ne peut y avoir de police de la pensée. Mais je ne partage pas cette analyse-là. Je constate une demande générale sur ce sujet qui dépasse les clivages politiques. L'intérêt du projet du MR en matière environnementale, c'est d'intégrer cet enjeu de manière pragmatique sur le terrain. Pour développer des projets environnementaux importants, il faut une économie florissante qui puisse supporter une

politique environnementale car il s'agit d'investissements en infrastructure, en recherche et développement. Il ne suffit pas d'invoquer la volonté divine pour financer cela. Plus aucune politique économique ne peut se passer d'une analyse environnementale.» Le MR table donc sur cet équilibre entre économie et environnement pour séduire l'électeur.

Pas d'exclusive N-VA

Sophie Wilmès, de Rhode-Saint-Genèse, est également chargée de la périphérie bruxelloise au sein au MR. La ministre N-VA Liesbeth Homans refuse de nommer quatre des six bourgmestres à facilités en raison d'envois de convocations électorales en français et en contradiction avec deux arrêts du Conseil d'État. Quelques jours plus tôt, Theo Francken traitait les ministres MR de «boulets». Franchement, au MR, a-t-on encore envie de gouverner avec la N-VA? «Quand la N-VA était au gouvernement, nous n'avons pas géré le pays au rythme des

tweets de Theo Francken. On va encore moins le faire quand il ne l'est pas. Ce genre de formule irrespectueuse, ce n'est pas ma manière de fonctionner. Quand nous avons travaillé avec la N-VA, nous avons pris des décisions extrêmement positives pour le pays mais attention, ce n'était pas qu'avec la N-VA. Il y avait le CD&V et l'Open Vld dans un gouvernement majoritairement libéral. Nous avons décidé de mettre en avant les projets plutôt que des déclarations qui n'engagent que ceux qui les tweetent.»

Un gouvernement majoritairement libéral. Alors que le MR ambitionne de poursuivre sur une lancée de centre droit, est-ce à dire qu'il continue de préférer gouverner avec la N-VA plutôt que le PS? D'abord la case élection, réplique la ministre démissionnaire. Avant de répéter: «Le MR n'a pas perdu son ADN». Le repas est terminé, les collégiens ont fini leur manif, il est temps d'aller à la Chambre défendre les comptes de l'État. Rideau donc.

LES PHRASES CLÉS

«Cette histoire d'ardoise est un **artifice de communication.**»

«Le MR a gardé son ADN en **entrant au gouvernement**, il fera de même en sortant.»

«Plus aucune politique économique **ne peut se passer d'une analyse environnementale.**»